

partie de ses ressources. On voit maintenant les sécessionnistes d'hier à la tête du gouvernement central du Congo et les mercenaires, ancien noyau de l'armée de Tshombé, lutter pour établir l'autorité de Léopoldville. Un peu plus de sagesse et de pondération aurait peut-être évité aux Nations Unies l'impasse où elles se trouvent à l'heure actuelle.

Au Moyen-Orient, on avait fait la sourde oreille au sage conseil qu'avait donné notre premier ministre actuel qui, comme secrétaire d'État aux Affaires extérieures, avait exhorté les Nations Unies à profiter de l'impasse où s'étaient engagés en 1956 Israël et l'Égypte, pour établir des rapports pacifiques entre ces deux pays, et sur l'insistance du secrétaire d'État américain, M. Dulles, et avec la bénédiction du Secrétaire général des Nations Unies, M. Dag Hammarskjöld, la situation existant avant la guerre fut rétablie. Si l'on avait suivi le sage conseil de notre premier ministre, l'état de guerre même serait devenu le fondement d'une paix durable. Le Canada continuera sûrement d'user de son influence pour faire adopter une résolution concernant la malencontreuse situation qui existe au Moyen-Orient entre Israël et ses voisins.

Or, les Nations Unies sont menacées de faillite, car une des grandes puissances refuse de participer aux entreprises de maintien de la paix, ordonnées aux termes de résolutions de l'Assemblée générale. La perte de la Russie serait un coup très grave et nous devons déployer tous nos efforts pour résoudre cette situation critique. L'Organisation des Nations Unies a été elle-même radicalement transformée par l'entrée de nombreux membres de pays en voie de développement. Elle est en train de devenir un organisme plus représentatif et nous espérons tous qu'elle saura également prendre ses responsabilités. La paix mondiale est si intimement liée à la collaboration internationale symbolisée par l'Organisation des Nations Unies que nous ne pouvons laisser disparaître faute de fonds.

L'OTAN est également menacée d'une crise. Formée afin d'étayer la sécurité de l'Europe occidentale face à la puissance naissante de la Russie, l'OTAN, à ses débuts, constituait pour les pays de l'Europe occidentale l'assurance qu'ils pouvaient se défendre en faisant cause commune avec les pays de l'Atlantique-Nord. Les engagements du Canada ont dépassé tous les autres en temps de paix, et les États-Unis et la Grande-Bretagne ont également donné des garanties historiques et exceptionnelles. C'est là une situation sur laquelle il faut construire, et il faut tenir compte d'un nouvel examen des rapports de l'OTAN, et non démembrer les dispositifs qui ont fait

un apport si important à la paix mondiale; il faut orienter l'activité de l'OTAN vers une nouvelle voie répondant mieux à la situation actuelle où l'Europe occidentale prospère et ayant repris confiance, peut jouer un plus grand rôle dans la réalisation des objectifs de l'OTAN.

Les déclarations du nouveau gouvernement britannique sont bien accueillies, puisqu'on reconnaît que l'initiative en matière nucléaire au sein de l'OTAN ne peut être accordée à un triumvirat de puissances. La dispersion du commandement à l'égard des armes nucléaires créerait de nouveaux dangers. Le Canada accepte de laisser cette initiative entre les mains de la grande puissance stratégique de l'Occident. Si les forces britanniques et françaises possédaient des engins de dissuasion nucléaires, chacun de ces pays pourrait utiliser à sa guise la puissance nucléaire américaine. Le Canada qui s'est engagé à faire la guerre pour défendre ses alliés en cas d'attaque, ne peut que s'émouvoir de ces initiatives indépendantes. La déclaration du premier ministre de Grande-Bretagne selon laquelle son pays est disposé à abandonner cette attitude sera certainement bien accueillie au Canada. On s'émue aussi du projet qui viserait à accorder des armes nucléaires à un plus grand nombre de pays par la création de forces nucléaires multilatérales. La diffusion plus poussée des armes nucléaires cause beaucoup d'inquiétude.

Nous devons poursuivre nos efforts inlassables de désarmement. Je ne crois pas qu'un accord de désarmement bouleverserait notre économie. Nous avons beaucoup à faire, et les prédictions de 1945, de 1946 et de 1947 sur les effets économiques désastreux qu'entraînerait la fin de la guerre ne se sont certainement pas réalisées. Même si nous avons dû payer un prix considérable, il valait bien la sécurité et le bien-être amenés par un programme de désarmement concerté. Nous n'avancerons probablement qu'avec lenteur, mais nous devons être patients, persévérants et sages.

Les Nations Unies elles-mêmes ne peuvent continuer à refuser l'entrée de la Chine continentale dans l'Organisation. Sept cents millions de personnes doivent pouvoir s'exprimer par l'intermédiaire de leur gouvernement, même s'il n'est pas démocratique, dans les conseils des Nations Unies. Nous devons tenter tous les efforts pour obtenir l'adhésion de la Chine continentale aux accords internationaux, en particulier dans le domaine du désarmement. Nous devons aussi offrir à la Chine continentale une association économique, afin qu'elle s'intègre dans la collectivité mondiale. Les prétentions d'une Chine irréductible sur une île côtière ne suffisent pas